Le Spectacle du monde

POPULISME

Comme le « communautarisme », le « populisme » est aujourd'hui devenu un mot fourre-tout. La preuve en est que des personnages aussi différents que Nicolas Sarkozy, Ségolène Royal, Georges Marchais, Jean-Luc Mélenchon, Bernard Tapie, José Bové, Marine Le Pen, Christophe Blocher, Jörg Haider, Geert Wilder, Silvio Berlusconi, mais aussi Mao Zedong, Mussolini, Juan Perón, Getúlio Vargas, Fidel Castro, le colonel Kadhafi, Umberto Bossi, Ahmed Ahmadinejad, Luiz Inácio « Lula » da Silva ou Hugo Chávez se sont vu décerner cette étiquette. « Le mot est partout, sa définition nulle part » disait il y a quelques mois l'historien Philippe Roger. « Nous ne disposons tout simplement de rien qui ressemble à une théorie du populisme », ajoutait le politologue Jan-Werner Mueller. Essayons donc, sinon de le théoriser, du moins de définir ce terme plus rigoureusement qu'on ne le fait habituellement.

L'émergence du « populisme » est avant tout, bien sûr, le révélateur d'une crise. En l'occurrence d'un dysfonctionnement de la démocratie, dont les symptômes les plus visibles ont été maintes fois décrits : discrédit global de la classe politique, montée de l'abstention, votes purement protestataires, fossé qui se creuse entre le « haut » et le « bas », sentiment d'une dépossession démocratique.

Interrogés à l'automne 2005 sur leur perception de la classe politique, 71 % des Français confiaient déjà avoir une « mauvaise opinion » de leurs dirigeants, 76 % affirmant qu'ils ne leur font « pas confiance », 49 % les jugeant même « corrompus ». Selon un autre sondage, plus récent, près de sept Français sur dix déclarent n'avoir « confiance ni dans la droite ni dans la gauche pour gouverner le pays ». Il s'agit donc bien d'un discrédit massif, qui touche d'abord les hommes, mais s'étend aussi aux institutions. Les citoyens perdant espoir dans la capacité d'action d'une classe politique qui ne cesse de présenter comme possibles à atteindre des objectifs qu'elle n'atteint jamais, leur attitude la plus commune oscille entre le désintérêt ou le rejet, l'abstention ou l'opposition systématique.

Un autre sondage réalisé en 2006 montre encore que 6 Français sur 10 ne parviennent plus à différencier la droite de la gauche. C'est évidemment une conséquence du recentrage des programmes des partis, résultat d'un consensus implicite sur les finalités sociales, qui lie les principaux partis entre eux et empêche toute remise en cause globale du système. Convaincus que les élections « se

gagnent au centre » – conformément à la théorie de l'« électeur médian » développée par le politologue Anthony Downs –, les grands partis n'ont cessé de recentrer leurs discours pour gagner des électeurs hésitants. Positions « de droite » et « de gauche » sont ainsi devenues de plus en plus indiscernables, ce qui a renforcé l'idée d'une complicité objective des élites (la « bande des quatre », disait Jean-Marie Le Pen, la coalition « UMPS », selon sa fille). Du coup, l'alternative (remplacée par la simple alternance) devient impossible, et un nombre croissant d'électeurs ont le sentiment que le système politique est codé par avance pour que seuls puissent y triompher ceux dont on est certain qu'ils ne changeront rien à ce système.

Nous sommes donc, comme l'ont déjà constaté une multitude d'observateurs, devant une crise majeure de la représentation. Ce qui peut conduire à s'interroger sur les limites de la démocratie représentative, mais aussi sur les rapports qui existent entre la démocratie et la représentation.

Le concept de représentation apparaît au tout début du Moyen Age, époque à laquelle il se forme dans le droit public sous l'influence significative du droit privé. A partir du XVIII[e] siècle, ce concept devient une notion-clé pour le fonctionnement des régimes « libéraux représentatifs ». Montesquieu est l'un des premiers à défendre l'argument, mille fois repris par la suite, selon lequel le peuple, peu apte à décider par lui-même, est en revanche tout à fait capable de choisir ses représentants. Rousseau a défendu, on le sait, la thèse inverse de celle de Montesquieu. Partisan du mandat impératif, il soutient qu'un peuple ne peut que perdre sa souveraineté dès l'instant qu'il s'en dessaisit au profit de représentants.

Depuis lors, les démocraties occidentales ont presque toutes été des démocraties représentatives, constitutionnelles, parlementaires et libérales. Or, la représentation est par essence un système oligarchique, car elle aboutit immanquablement à la formation d'un groupe dominant, dont les membres se cooptent entre eux pour défendre en priorité les intérêts qui leur sont propres.

La défiance du peuple vient aujourd'hui de ce qu'il ne se sent plus représenté par ceux qui prétendent parler en son nom, ceux-ci étant précisément accusés de ne chercher qu'à maintenir leurs privilèges et servir leurs intérêts particuliers. Un fossé s'est ainsi creusé entre les élites et le peuple, fossé à la fois idéologique et sociologique qui ne cesse de s'élargir.

Le décalage entre la classe politique et l'électorat constitue un problème spécialement pour la gauche qui, dans le passé, avait toujours prétendu représenter mieux que la droite les aspirations populaires. Mais la gauche s'est aujourd'hui progressivement coupée du peuple. Les intellectuels de gauche ont abandonné les espoirs messianiques qu'ils plaçaient naguère dans la classe ouvrière, tandis que les élites politiques se sont progressivement coupées par mépris de classe des milieux populaires. Tout comme la droite, la gauche s'est installée dans les classes moyennes supérieures, quand ce n'est pas dans l'appareil d'Etat. En se ralliant à l'économie de marché, en privilégiant les revendications marginales au détriment des aspirations de ceux qui sont le plus menacés par le chômage et l'insécurité, en donnant le spectacle d'une élite installée dans le paraître médiatique, elle a profondément déçu ceux auxquels elle était censée s'adresser en priorité.

Parallèlement, la montée d'une culture de gauche d'inspiration hédoniste-libertaire (dite « bobo ») a également contribué à couper les partis de gauche des couches populaires, lesquelles ont assisté avec stupéfaction à l'émergence, puis à l'installation médiatique d'une gauche mondaine et arrogante plus portée à défendre l'« homoparentalité », les sans-papiers, l'« art contemporain », les droits des minorités, le discours sur les « genres », le « politiquement correct », les phobies corporelles et la surveillance permanente du comportement d'autrui, qu'à défendre les intérêts de la classe ouvrière.

Les « people » ont ainsi remplacé le peuple. Elue par la mondialisation, une Nouvelle Classe politique-médiatique s'est mise en place, qui associe dans un même élitisme de la richesse et du paraître dirigeants politiques, hommes d'affaires et représentant des médias, tous intimement liés les uns aux autres, tous convaincus de la « dangerosité » des aspirations populaires.

Le ralliement au Front national d'une large partie de l'ancienne classe ouvrière a joué à cet égard un rôle décisif. Il a en effet permis à la gauche gouvernementale de répudier le peuple au prétexte qu'il « pensait mal », tandis qu'un antiracisme convenu, mais affiché hautement, lui permettait de masquer ses propres dérives idéologiques. L'antilepénisme s'est ainsi substitué à l'anticapitalisme, précieux alibi qui justifiait qu'on relègue à l'arrière-plan la question sociale au moment même où celle-ci resurgissait avec une force inconnue depuis l'époque des « Trente glorieuses ».

A la dernière élection présidentielle, selon un sondage Ipsos, Marine Le Pen a séduit près d'un tiers de l'électorat ouvrier. Le survote ouvrier en faveur de la gauche (le « vote de classe »), que l'on avait constaté régulièrement de l'après-guerre jusqu'à la fin des années 1970, a ainsi disparu. Progressivement, de nombreux ouvriers ont glissé vers le Front national, en particulier ceux nés à partir des années 1960, confrontés depuis leur entrée dans la vie active aux problèmes de l'immigration, des délocalisations et du chômage. Comme l'écrit Florent Gougou dans une contribution à l'ouvrage collectif *Une droitisation de la classe ouvrière en Europe ?* (Economica, 2011), ces générations « ont vécu la cristallisation d'un clivage à forte composante culturelle produit par la mondialisation dans le jeu politique français, de la même façon que les cohortes ouvrières de l'entre-deux-guerres avaient vécu la cristallisation du clivage de classe ». Rappelons aussi qu'au référendum sur le projet de traité constitutionnel européen, 60 % des jeunes, 80 % des ouvriers et 60 % des employés, ainsi que la majorité des salariés, ont voté « non », le « oui » n'ayant finalement été majoritaire que dans la haute bourgeoisie, chez les cadres supérieurs, les inactifs et les retraités.

Cela ne signifie pas que les ouvriers constituent la majorité de l'électorat du FN (ils n'en représentent qu'environ 13 %), mais cette surreprésentation du monde du travail au sein de cet électorat a indéniablement contribué à disqualifier le peuple aux yeux des élites. D'où cette question posée par Annie Collovald : « La stigmatisation du populaire *via* le "populisme du FN" ne serait-elle pas le signe d'une nouvelle conjoncture intellectuelle et politique dans laquelle les élites politiques d'aujourd'hui ne voient plus dans les groupes populaires une cause à défendre, mais un "peuple sans classe" devenu un problème à résoudre ? »

Régulièrement décrit comme « irrationnel » (il préfère les acteurs politiques hors système aux partis en place, il ne vote pas comme on lui dit de le faire) et sensible aux thèses « autoritaires », ce qui expliquerait sa tendance à s'abandonner aux mauvais bergers, le peuple peut dès lors être représenté comme dangereux, grossier, inculte, comme un segment de population composé de « beaufs » ou de « petits blancs » qui ne parviennent pas à se dégager de leurs « préjugés » archaïques, dépassés qu'ils sont par l'histoire et incapables de se rallier à la perspective d'une « mondialisation heureuse ».

Il devient ainsi entendu, soit que le peuple ne sait pas ce qu'il veut, soit, lorsqu'il fait savoir qu'il veut quelque chose, qu'il n'y a pas lieu d'en tenir compte. Il est donc inutile de l'interroger avant de parler en son nom. Et il est surtout dangereux de le consulter, puisqu'il ne vote jamais comme on s'attend à ce qu'il le fasse. C'est bien pourquoi, sous le terme de « populisme », on tend aujourd'hui à ranger, pour mieux les reléguer à distance, toutes les formes de sécession par rapport au consensus dominant. Une telle façon de faire, écrit Jacques Rancière, « masque et révèle en même temps le grand souhait de l'oligarchie : gouverner sans peuple ».

Qui parle aujourd'hui du peuple s'expose donc par là même au reproche de « populisme ». Devenu une injure politique ou un repoussoir, accusé de réveiller les mauvais penchants des classes populaires, servant aux classes dirigeantes pour stigmatiser ceux qui leur reprochent d'avoir confisqué le pouvoir à leur seul usage, le populisme est présenté dans une perspective à la fois péjorative et disqualifiante. Avec pour but, comme l'a bien noté Alexandre Dorna, de « le jeter hors de l'histoire, comme s'il s'agissait d'un phénomène sans racines ni causes véritables ». L'idée sous-jacente, à la limite, est qu'il suffirait de faire disparaître le peuple – ou d'en changer – pour se débarrasser du populisme !

Le mot « populisme » apparaît en 1929 sous la plume d'André Thérive et de Léon Lemonnier pour désigner une nouvelle école littéraire. (Le premier Prix populiste fut décerné à Eugène Dabit pour *Hôtel du Nord*). Mais le populisme, en tant que phénomène politique, est bien antérieur. C'est en Russie et aux Etats-Unis qu'il faut en rechercher les racines, dans des mouvements qui, dans l'un et l'autre cas, cherchaient à mobiliser les groupes défavorisés contre les élites du moment.

Les *narodniki* (« gens du peuple ») de la Russie tsariste voulaient ainsi « aller au peuple » pour retrouver une communauté perdue et proposaient l'instauration d'un système d'économie socialiste agraire. A la même époque, la fin du XIXe siècle, le populisme américain désigne un mouvement principalement rural. Confrontés à des tarifs prohibitifs qu'un accès privilégié au domaine public a permis au compagnies de chemin de fer de leur imposer, les populistes prônent un retour aux sources de la démocratie américaine (« *We, the People* »).

Le populisme apparaît donc clairement à gauche, même si ce populisme de gauche a toujours été hostile aussi à l'idéologie du progrès (ce qui explique l'hostilité des bolcheviks envers les *narodniki* russes). De ce point de vue, l'historien Michel Vinock n'a pas tort d'écrire : « Le populisme n'est pas spécifiquement d'extrême droite. Le mot désigne une confiance dans le peuple que l'on rencontre dans les discours de Robespierre ou les écrits de Michelet ».

Mais le populisme excède en fait tous les clivages. C'est ce que constate Christophe Guilly, auteur des *Fractures françaises*, quand il fait observer qu'aujourd'hui « la fracture n'est plus tant entre la gauche et la droite qu'entre les classes dominantes, indiféremment de droite et de gauche, et les classes populaires ». Ce qui explique aussi que le populisme ait été critiqué autant par la droite que par la gauche.

La démocratie libérale se réclame du peuple, mais a toujours eu le plus grand mal à tolérer que les classes populaires se mêlent de politique. Des théoriciens libéraux comme Jones ou Seymour Martin Lipset encouragent l'abstention (qui a toujours une signification politique) et même l'apathie politique, au prétexte qu'il vaut mieux laisser aux experts et à « ceux qui savent » le soin de conduire les affaires publiques. Le problème est que, dans ces conditions, les démocraties se transforment en oligarchies formatées par la « pensée unique », dont le peuple est bien obligé de constater que les résultats obtenus sont peu brillants. Quant à la gauche, qui a longtemps récusé cette attitude, elle s'est à son tour coupé du peuple, ainsi qu'on l'a déjà signalé, en se fixant sur des réformes « sociétales » qui n'intéressent que des minorités, en jouant sans état d'âme la « préférence étrangère », voire en tenant à l'écart des classes « dangereuses » réputées aussi mal pensantes qu'imprévisibles.

Pierre-André Taguieff dénonce ainsi l'« illusion populiste », Dominique Reynié y voyant pour sa part une « pente fatale », tandis que des auteurs de bords très différents, de Christopher Lasch à Ernesto Laclau, Guy Hermet ou Vincent Coussedière, proposent au contraire une approche plus nuancée.

La première erreur à ne pas commettre quand on parle du populisme est d'y rechercher une idéologie. La diversité des hommes politiques qui ont été taxés de « populisme », la polysémie du terme (national-populisme, populisme de gauche, populisme libéral, etc.) montrent que le populisme n'est pas une idéologie. Le politologue et philosophe argentin Ernesto Laclau estime à juste titre qu'il s'agit d'un mot « neutre ». Le populisme n'a pas de contenu, mais il est un style – et ce style peut se combiner avec presque tous les discours politiques.

La seconde erreur est d'analyser le populisme en termes de « démagogie ». Pour nombre d'observateurs, le leader populiste est un simple démagogue. Le populisme simplifierait abusivement les problèmes par « démagogie », et cette démagogie réveillerait ou cristalliserait les mauvais instincts du peuple. Pierre-André Taguieff définit ainsi le populisme comme la « forme prise par la démagogie dans les sociétés contemporaines ». Cette critique n'est pas toujours fausse : il y a une grande différence entre prétendre parler au nom du peuple et s'employer à donner au peuple les moyens de s'exprimer par lui-même. Mais cette représentation oublie que la démagogie des élites vaut bien celle des populistes. Et que la démagogie est d'abord l'art de gouverner en flattant le peuple.

Réduire le populisme à la démagogie revient en fait à passer à côté de l'essentiel, qui est la notion même de peuple. Comme l'écrit Vincent Coussedière, « si la science politique, et à sa suite tous les discours critiques et médiatiques, cherchent à rabattre le populisme sur une forme de démagogie, c'est parce qu'ils ne disposent pas d'un concept du peuple qui permettrait de prendre la mesure véritable du phénomène ».

Or, « il n’y a pas de politique sans peuple, ni de peuple sans politique ». Le peuple, ajoute Coussedière, est une « réalité vivante dont l’être-ensemble est politique […] L’être-ensemble populiste est un être qui réagit à la place vide de la direction politique. Il correspond à ce moment de la vie des démocraties où le peuple se met à contrecœur à faire de la politique, parce qu’il désespère de l’attitude des gouvernants qui n’en font plus ».

On sait que la notion de peuple peut être prise comme *ethnos* (le peuple organique et historique), comme *demos* (le peuple politique), ou comme classe exploitée. Le populisme assume souvent ces trois acceptions, qu’il mêle en des proportions variables. S’il renvoie à une base sociale spécifique (les classes populaires alliées aux classes moyennes), il représente en effet également une forme d’imaginaire politique où le peuple est avant tout conçu comme *rassemblé*. C’est pourquoi il a tendance à négliger l’importance du pluralisme dans la société, ce que lui reproche la droite libérale, voire celle de la lutte des classes, ce que lui reproche l’extrême gauche.

Le peuple se définit d’abord par une sociabilité commune, dont Aristote faisait le fondement de la *philia politikè*, l’amitié politique. Il faut la distinguer du « sociétal », qui n’est que la sociabilité produite par la machinerie de l’Etat-Providence. Mais cette sociabilité commune ne se ramène pas non plus à une « identité » plus ou moins fantasmée. Elle est le résultat d’une « imitation-coutume » qui est à la fois l’essence du lien social et la base des traditions, et qui permet aux citoyens de faire l’épreuve de ce qu’ils ont en commun. « Le populisme, écrit encore Vincent Coussedière, est l’expression du conservatisme du peuple et de son attachement à l’imitation-coutume en dehors de toute forme partisane définitive. Le populisme, c’est le parti des conservateurs qui n’ont pas de parti ». C’est un « conservatisme du peuple ».

« Le populisme, conclut Coussedière, est un moment où le peuple lutte pour sa survie en redécouvrant la solidarité de son être social et de son être politique. En voulant conserver sa sociabilité, le peuple redécouvre la nécessité de la politique comme condition et comme renforcement de celle-ci. Le moment populiste est le moment où cette politique n’existe pas et où elle contribue au contraire à détruire l’être-ensemble du peuple. Le populisme est l’aspiration non encore réalisée à retrouver cette politique qui permette au peuple de continuer à être un peuple ». C’est l’« entrée en résistance d’un peuple contre ses élites, parce qu’il a compris que celles-ci le mènent à l’abîme ».

Idéalisation du peuple ? Ce peut évidemment être le cas. Mais l’idée que « le peuple n’est jamais corrompu » ne doit pas être mal comprise. Le peuple peut être trompé, abusé, manipulé. Pourtant, même en de telles circonstances, il n’oublie pas qu’« il y a des choses qui ne se font pas », conviction qu’on ne retrouve pas dans les classes supérieures ou bourgeoises. Et surtout, le peuple sait très bien reconnaître quand ses dirigeants ne gouvernent pas conformément à ce qu’il perçoit comme son bien, c’est-à-dire les conditions qui lui permettent de rester lui-même.

Le peuple voit que le politique est aujourd’hui submergé par l’économie, la morale, le juridisme procédural et l’expertocratie. Il appelle un retour du politique, parce que c’est seulement politiquement qu’il peut exister en tant que peuple. Il s’oppose donc

à la doctrine technocratique de Saint-Simon selon laquelle il faut « remplacer le gouvernement des hommes par l'administration des choses ».

S'interroger sur le populisme, ce n'est pas seulement s'interroger sur la légitimité des revendications populaires, mais aussi sur le bien-fondé de la souveraineté populaire, qui est le fondement des régimes démocratiques. Et subsidiairement se donner les moyens d'analyser la « déconstruction du peuple politique français » entamée depuis bientôt un demi-siècle.

Alain de Benoist

A lire : Christopher Lasch, *La révolte des élites et la trahison de la démocratie*, Climats, 1996 ; Yves Mény et Yves Surel, *Par le peuple, pour le peuple. Le populisme et les démocraties*, Fayard, 2000 ; Annie Collovald, *Le « populisme du FN », un dangereux contresens*, Editions du Croquant, 2004 ; Pierre-André Taguieff, *L'illusion populiste*, Champs-Flammarion, 2007 ; Jean-Pierre Rioux (éd.), *Les populismes*, Tempus, 2007 ; Ernesto Laclau, *La raison populiste*, Seuil, 2008 ; Vincent Coussedière, *Eloge du populisme*, Elya Editions, 2012.